

Le budget—M^{me} Finestone

N'oublions pas non plus les modifications fiscales, monsieur le Président. Les Canadiens n'ont pas pu oublier la désindexation de tout le régime fiscal. La note à ce titre se chiffre à 635 millions de dollars. La suppression du Régime enregistré d'épargne-logement, qui avait aidé tant de jeunes familles canadiennes à se lancer, leur a coûté 105 millions.

Des surtaxes temporaires sur le revenu ont fait entrer 1,7 milliard de dollars dans les coffres de l'État. Une modification apportée au traitement fiscal du revenu provenant de dividendes lui a permis d'aller chercher encore 300 millions.

Ces taxes que j'ai mentionnées ne sont que quelques-unes des douzaines de ponctions fiscales qui ont permis au gouvernement d'aller chercher un total de plus de 22 milliards de dollars dans la poche des Canadiens moyens, aussi bien des particuliers et des familles que des personnes âgées.

J'estime devoir mentionner encore une fois ces ponctions fiscales en faisant remarquer que plusieurs milliers de sociétés au Canada ne paient toujours pas d'impôt. Ça ne prend pas longtemps pour voir qui sont vraiment les amis du gouvernement actuel.

S'il est vrai que les Canadiens votent souvent en fonction de leur portefeuille, ils vont sûrement se rappeler de quelle façon le gouvernement les a traités la prochaine fois qu'ils iront voter. Sinon, ils auront peut-être ce qu'ils méritent.

Jusqu'à maintenant, je n'ai parlé que des impôts appliqués par le gouvernement. Cependant, pour le moment, nous ignorons encore ce que va coûter au contribuable l'une des pires propositions fiscales des conservateurs, un impôt sur les denrées. À mon avis, l'idée symbolise la vision impitoyable des conservateurs pour lesquels rien n'est sacré dans le cadre de la lutte au déficit, même pas les denrées. On peut faire une distinction entre les denrées comestibles et les denrées non comestibles, mais je pense quand même que l'idée en question est tout à fait répréhensible.

D'ailleurs, elle a rencontré une vive opposition de la part de nombreux secteurs de notre société, car elle est tout à fait rétrograde. Cet impôt coûterait autant à une personne gagnant 200 000 \$ par an, par exemple, au président de banque dont le premier ministre nous a tant parlé, qu'à une personne âgée ayant un revenu fixe ou au chef d'une famille monoparentale. C'est tout à fait ridicule. À quoi donc ont pensé les conservateurs lorsqu'ils ont décidé de proposer cet impôt?

Heureusement, le gouvernement a fini par voir clair et il a rejeté carrément cette idée. Il a fallu bien des interventions dans cette enceinte et une vive opposition à l'extérieur de la Chambre, pour que les conservateurs comprennent que l'initiative en question était tout à fait inhumaine. En proposant d'imposer les denrées, le gouvernement a démontré qu'il était insensible aux besoins des Canadiens en général.

Il a fallu beaucoup de temps pour donner des exemples d'augmentations d'impôts de la part du gouvernement. Le ministre des Finances a pris dans les poches des travailleurs canadiens plus de 22 milliards de dollars. Le 10 février, il est intervenu dans cette enceinte et nous a dit que le gouvernement se devait simplement de continuer à suivre la même voie. Selon moi, cela ne ressemble en rien à un véritable plan d'action. Chose certaine, cela n'aidera pas les 3,7 millions de Canadiens qui vivent en-dessous du seuil de la pauvreté et ne sera d'aucun secours aux 851 000 familles qui survivent dans ces conditions.

En proposant de continuer dans la même voie sans offrir de nouvelles initiatives, le ministre inflige un affront aux nombreux Canadiens qui sont en droit d'attendre du gouvernement des orientations bien précises. Cela m'attriste vivement de voir que le gouvernement est tout à fait incapable de bien remédier aux difficultés éprouvées par bon nombre de Canadiens. J'invite à nouveau le gouvernement à se rendre compte de la situation difficile dans laquelle se trouvent de nombreux Canadiens.

Sans hésiter ou presque, le gouvernement vient prendre des milliards de dollars dans les poches des Canadiens; pourtant, après trois années et demie au pouvoir, il a jugé bon de nous présenter un budget qui ne renferme aucune nouvelle initiative permettant d'aider les plus défavorisés d'entre nous et dans lequel il propose de rester sur la même voie.

Étant donné que nous parlons d'impôts, je voudrais profiter de l'occasion pour me pencher sur la réforme fiscale du gouvernement. En réalité, nous savons que les Canadiens ignorent au juste ce que renferme le projet global de réforme fiscale. Certains diront que ce que nous avons vu jusqu'à maintenant, c'est le bon côté de la réforme fiscale, et je répondrai que nous n'avons pas encore vu le mauvais côté, c'est-à-dire la taxe de vente nationale. Ce que nous avons vu jusqu'à maintenant, c'est le ministre des Finances qui a offert de remettre aux Canadiens 5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années dans le cadre de sa réforme fiscale. Ce dont les Canadiens se souviendront, ce sont les 22 milliards de dollars que le gouvernement leur a déjà pris. Selon moi, une remise de 5 milliards sur une augmentation de 22 milliards ressemble beaucoup plus à une razzia qu'à une réforme fiscale.

J'aimerais dire qu'il existe un monde réel et que les difficultés auxquelles les Canadiens doivent faire face dans ce monde réel sont des difficultés dont le ministre des Finances n'a pas cru bon de tenir compte dans son budget. Je suis peinée de dire que nous avons été traités avec une indifférence cavalière depuis que le gouvernement conservateur a accédé au pouvoir. La pauvreté est au coeur de la plupart de nos problèmes sociaux au Canada: la maladie, le crime, le logement et la violence familiale. Le gouvernement ne peut pas continuer de dire que le problème de la pauvreté sera réglé à mesure que les conditions économiques s'amélioreront. La théorie de la percolation ne fonctionne simplement pas dans le monde où nous vivons. J'ajouterai que, lorsque nous parlons des pauvres au Canada, il ne s'agit pas seulement des chômeurs. En réalité, nous devons également englober les petits salariés dans cette catégorie. Au Canada, bien plus de la moitié des familles pauvres gagnent un revenu.

● (1720)

Il nous faut un programme pour répondre aux besoins aigus des travailleurs pauvres, un programme de supplément du revenu pour les familles qui ont été le plus durement frappées, lors du budget de 1985 et la réforme fiscale, par la désindexation des allocations familiales, l'abaissement du seuil auquel les parents ont droit au crédit d'impôt pour enfants et l'abolition de l'exemption pour enfants.